



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure n° 2026/ICPE/077
de l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/171 du 3 juin 2025 portant mise en demeure
SARL DES TROIS RIVIÈRES à Guémené-Penfao
Installations classées pour la protection de l'environnement**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU les livres I et V du Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées établie à l'annexe 3 de l'article R.511-9 du Code de l'environnement et notamment la rubrique 2102-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'action national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral 2024/123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 15/12/2014 portant la capacité de la SARL DES TROIS RIVIERES située au lieu-dit « La Coiquenay » sur la commune de GUEMENE-PENFAO à 3078 emplacements de porcs de plus de 30 kg ;

VU le dossier de ré-examen IED transmis le 04 septembre 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de l'inspection réalisée le 27 septembre 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de l'inspection réalisée le 10 avril 2025 ;

Vu l'arrêté de mise en demeure n°2025/ICPE/171 du 3 juin 2025 ;

Vu le courrier du 20 février 2026 de l'inspection des installations classées proposant la levée de la mise en demeure du 3 juin 2025 ;

Considérant que l'exploitant a répondu aux obligations qui lui étaient faites dans l'arrêté de mise en demeure n° 2025/ICPE/171 du 3 juin 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/171 du 3 juin 2025, par lequel la SARL DES TROIS RIVIERES, lieu-dit « Coiquenay » sur la commune de Guémené-Penfao a été mise en demeure :

- dans un délai de 2 mois, de :
 - Faire réaliser le contrôle des extincteurs ;
 - Faire réaliser le contrôle des installations électrique par un professionnel ;
 - Mettre en place un compteur d'eau volumétrique et réaliser des relevés mensuels pour les prélèvements sur le puits ;
- dans un délai de 7 mois, de :
 - Réaliser la couverture de la fosse à lisier.
 - Mettre en place une réserve incendie de 120 m³ minimum

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai contentieux.

- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 Nantes Cedex), soit dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 25 FEV. 2026

LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF